l'Humanité

HUITIEME ANNEE. — N° 2460.

JOURNAL SOCIALISTE QUOTIDIEN

MERCREDI 11 JANVIER 1911.

5 C. Le Numéro

RÉDACTION & ADMINISTRATION
16, Rue du Croissant, Paris (2e)
TÉLÉPHONE : 102-69

PUBLICITÉ : 110, Rue Réaumur — TÉLÉPHONE : 225-10

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

Directeur Politique :
JEAN JAURÈS

ABONNEMENTS	Paris, Seine et Seine-et-Oise	Départts	Etranger
Un An	18 fr. »	21 fr. »	31 fr. »
Six Mois	9 fr. »	10 fr. 50	16 fr. 50
Trois Mois	4 fr. 50	5 fr. 25	9 fr. »
Un Mois	1 fr. 50	1 fr. 75	

Les Abonnements sont reçus SANS FRAIS dans tous les Bureaux de Poste.

5 C. Le Numéro

LA FÉRULE

Dans l'épopée de l'Arioste, parmi la foule des preux, des magiciens et des princesses, passe au fond de la scène la figure vénérable du sage roi Sobrin.

L'austère vieillard donne à tout propos, d'une voix creuse, les conseils les plus salutaires.

Le vieux roi Sobrin n'est pas mort. Sachez qu'il vit au Palais-Bourbon et sous l'anagramme transparent de Brisson, préside encore à nos débats.

Ces temps derniers, ce sage et vénérable vieillard nous fit deux crasses.

La première cochonnerie fut commise au cours de la grève des chemins de fer. Il fit interdire aux délégués des grévistes l'accès du Palais-Bourbon.

Il alla même jusqu'à refuser d'écouter Jaurès et les autres députés qui désiraient discuter avec lui cette décision, et lui prouver qu'il avait tort.

Ce n'était pas seulement une saleté, le coup de pied de l'âne aux cheminots vaincus, c'était de plus une lourde ineptie. Car on parle toujours de l'arbitrage du Parlement. Les radicaux vont répétant que dans ces grands conflits qui déchirent la nation, les représentants du peuple sont les arbitres suprêmes. Que dites-vous de ces arbitres qui chassent loin d'eux l'une des parties ? qui consignent dehors l'un des adversaires et lui ferment la porte au nez ?

Si les délégués des cheminots nous venaient trouver, c'est qu'ils y étaient invités par le groupe socialiste et par le groupe des chemins de fer. Leur fermer la porte était donc une inconvenance à notre égard aussi bien qu'une injustice envers eux.

Est-ce que vous croyez que Brisson eût refusé l'entrée du Palais Bourbon pendant la grève aux Rothschild du Nord ? à Sartiaux ? aux représentants des compagnies ?

Donc, c'est aux cheminots seuls, à une seule des parties, que ce Président du Parlement-Arbitre supprimait l'audience.

Allons ! lui aussi s'était laissé emporter par le courant de réaction sociale et de répression aveugle ! Le sage roi Sobrin avait perdu la tête ! Le vénérable papa Brisson battait la campagne ! La folie qui lui fit, en un transport d'effroi irrité, clore les grilles du Palais devant les paisibles délégués des cheminots, était la même folie qui entraîna quelques jours plus tard, les jurés de Rouen à condamner Durand. Dépit, crainte, haine, sentiments fort peu présidentiels ! Nous ne pouvions pas l'oublier.

La deuxième faute fut tout aussi stupéfiante. Brisson refusa, comme chacun sait, de lever la séance le jour où Briand, à la tribune, célébra l'illégalité.

La spécialité de Brisson était de surgir avec des gestes d'horreur devant le césarisme. Il était le grand-prêtre de la loi. « Je serai le spectre de Banco ! et s'il n'en reste qu'un, je serai celui-là ! » Vous connaissez le refrain, n'est-ce pas ? Or, ce jour-là, sa mécanique intérieure était évidemment déclanchée. Il ne marcha point. Il resta muet ; il se tint coi ; de spectre, il devint momie.

Pour ces deux raisons, les socialistes l'ont mis en ballottage, et l'ont laissé pendant toute la séance le derrière en l'air, selon le mot pittoresque d'un de ses amis. Nous ne pouvions vraiment pas tendre à ce derrière le fauteuil présidentiel pendant que les cheminots, qu'il a mis hors du Palais-Bourbon, ne sont pas encore réintégrés.

Quant à voter pour Deschanel, non ! Je comprends très bien qu'il ait cédé à la tentation de reprendre la présidence. Il eût échappé ainsi au cruel embarras de savoir s'il deviendra ministre ou bien ambassadeur. Tel est son plus pénible souci. Ce mortel favori des dieux n'a jamais connu d'autres peines que la gêne de choisir entre les fleurs, entre les fruits, entre les gâteaux.

« Voulez-vous, lui offre Aristoloche, prendre le portefeuille de l'Instruction publique ? »

Il s'arrête, regarde, se tait, sourit et s'écrie enfin : « Non ! Que voulez-vous ! Non ! Je vous dis non ! L'Instruction publique ? Le cabinet Briand ? Non ! » et il rit d'un rire perlé.

On parle de lui dans les journaux pour l'ambassade de Saint-Pétersbourg. « L'ambassade ? Saint-Pétersbourg ? Ah ! vous savez cela ? Eh bien, que voulez-vous que je vous dise ? Non, sans doute, non ! »

Il prend son temps, il balance, et ne se presse point. Pourquoi se presser ? Il est jeune, et le sera toujours. Pierrot, dans la pièce de Théodore de Banville répond à la fée Urgèle, qui l'aime : « Ma fonction est d'être blanc ! » Deschanel, que les fées aiment aussi, a pour fonction d'être jeune, éternellement. Peut-être a-t-il encore, comme Pierrot, la fonction d'être blanc, car il a beau s'avancer dans les rangs de la gauche, il ne parvient jamais à être rouge, ni même rose, et reste toujours si blanc que la droite persiste à l'élire et la gauche à le repousser.

MARCEL SEMBAT.

LA RENTRÉE DE LA CHAMBRE

Brisson est élu Président

MAIS IL TRIOMPHE PÉNIBLEMENT

La Seule Majorité

L'attitude si brutale du président Brisson s'associant contre les cheminots à l'œuvre de panique folle, refusant l'entrée du Palais-Bourbon aux délégations ouvrières, ne consentant même pas à entrer en conversation à ce sujet avec les délégués du groupe socialiste, et apostant des huissiers pour relever les noms des députés qui se rendaient au groupe parlementaire des chemins de fer, tout ce fanatisme antiouvrier nous rendait bien difficile de lui donner nos suffrages, malgré les appels qu'on multipliait à notre esprit républicain, dont nul ne peut douter, mais dont on ne se souvient qu'à certaines heures. Et aucune raison vitale, aucune nécessité de salut républicain ne nous obligeait à faire fléchir nos justes ressentiments. C'est pourquoi nous avons été une cinquantaine dans le groupe socialiste, à donner nos suffrages à la candidature de protestation de Guesde, au premier et au deuxième tour.

La majorité radicale et son président ont pu voir à quel péril les exposait leur parti-pris étroit et inintelligent contre tout mouvement prolétarien. M. Brisson a été mis en ballottage au premier tour de scrutin ; il ne l'a emporté au second qu'à une majorité de huit voix ; il aurait suffi d'un déplacement de quelques suffrages pour le mettre en ballottage une deuxième fois. Si nous y avions réussi, comme nous avions le droit de l'espérer, la Chambre, ne pouvant pas aboutir, aurait sans doute renvoyé l'élection au lendemain ; et la question pouvait prendre une face nouvelle. Mon sentiment personnel, qui n'engage en rien celui du groupe, était qu'à ce moment nous aurions pu convoquer les proportionnalistes et, enlevant à la candidature de M. Deschanel tout caractère étroitement politique, en faire une affirmation de la réforme électorale. En fait, si l'on ajoute les voix données à M. Deschanel au premier tour et qui sont presque toutes proportionnalistes aux voix proportionnalistes de Guesde, si l'on songe en outre que la plupart des radicaux proportionnalistes ont voté pour M. Brisson, on constate que dans la journée d'hier, il n'y a eu vraiment de majorité que pour la proportionnelle. Le président radical est arrivé péniblement au second tour, par l'appoint de quelques députés qui, « par discipline républicaine », ont abandonné M. Deschanel. Le ministère a travaillé pour M. Brisson afin de regagner les radicaux mécontents, mais avec l'espoir que sa manœuvre échapperait aux progressistes. De tout ce chaos, de toute cette intrigue confuse ne peut sortir aucune action claire, grande et forte, et il apparaît qu'une réforme profonde du système électoral s'impose plus que jamais, pour rendre à la démocratie, décision, vigueur et lumière.

JEAN JAURÈS.

EN SÉANCE

Lorsque la séance s'est ouverte, hier, sur le coup de deux heures, il y avait dans la salle comme dans les couloirs nombre de députés. On sentait que l'élection présidentielle, assez calme d'ordinaire, serait cette fois plus mouvementée.

Les radicaux, les radicaux-socialistes, les socialistes indépendants venaient de se réunir pour décider de voter en masse pour l' « austère » Brisson. Les progressistes, rassemblés eux aussi, avaient pris en faveur de M. Deschanel la même résolution. Un certain nombre de socialistes, venus le matin à la Chambre, avaient enfin émis l'idée de présenter l'un d'entre eux.

Les conversations allaient leur train de toutes parts et les pronostics s'échangeaient comme sur un champ de courses, lorsqu'au milieu du fracas des fanfares le doyen d'âge fit solennellement son entrée.

LE DOYEN

Petit, boulot, guilleret et pimpant, M. Louis Passy, député libéral et, comme eût dit le père Ubu, député de « phynances », gana l'escalier au milieu des sympathies que son importance lui vaut.

Il lança quelques sourires aux belles dames des tribunes, adressa de petits signes d'amitié à ses amis : M. Plichon (du Nord), qui siège comme lui à la *Société Générale de Crédit Industriel et Commercial*, M. *Cibiel* (de l'Aveyron), qui préside comme lui aux destinées de la *Compagnie des Entrepôts et Magasins Généraux de Paris*, M. Reille (du Tarn), qu'il rencontre au Comité des Forges lorsque les besoins administratifs de la *Compagnie française des métaux* l'amènent rue de Madrid.

Puis, ayant agité d'une main décidée la sonnette, M. Passy déclara la session ouverte et adressa quelques paroles à la mémoire de notre brave Tarbouriech.

Le petit speech d'usage suivit, aimable et sceptique, comme l'exige le bon ton. La R. P., la grève des cheminots y avaient leur place. Un rayon de soleil y paraissait même, « le rayon de soleil qui éclaire cette assemblée », dit M. Passy. A cette idée, le méridional Hubert Rouger leva vers le lustre un sourire narquois. Mais M. Passy voulait parler du patriotisme éclairé de la Chambre. On applaudit cette image lumineuse et les travaux parlementaires commencèrent.

LE MATCH BRISSON-DESCHANEL

Sur l'invitation du président d'âge, un des six Elyacins de la Chambre, secrétaires pour un jour, s'installa près d'une urne et les députés défilèrent pour nommer un président définitif.

541 d'entre eux passèrent ainsi et lorsque le scrutin fut clos au bout d'une heure, on apprit que M. Brisson obtenait 250 voix, M. Deschanel 212. Les socialistes, présents

C'est encore Lui !

au nombre d'une soixantaine, avaient groupé sur le nom de Jules Guesde 46 bulletins.

10 bulletins blancs et 23 aux noms de MM. Delcassé, Etienne, Millerand et autres Chéron complétaient la masse. La majorité absolue étant de 266, il n'y avait rien de fait.

On scrutina donc de nouveau. Un autre Elyacin prit place auprès de l'urne et le défilé recommença.

M. Brisson obtint cette fois 270 suffrages et M. Deschanel 197 seulement. Guesde, maintenu par les socialistes réunis entre les deux tours, obtenait 50 voix. Il n'y avait que 5 bulletins « divers ». La majorité absolue étant de 262, M. Brisson dépassait péniblement de 8 voix le minimum nécessaire, évitant tout juste la troisième épreuve et l'affront d'une élection à la majorité relative.

M. Passy le déclara élu. Les radicaux, peu difficiles, applaudirent. L' « austère » Brisson, peu difficile, accepta.

Vice-présidents, secrétaires et questeurs

Entre temps, pendant le dépouillement des scrutins, on avait voté pour les vice-présidents et les secrétaires.

MM. Berteaux, Etienne et Dron, vice-présidents sortants, avaient été réélus par 371, 367 et 337 voix. M. René Renoult, avec 297 voix, succédait à M. Puech, devenu ministre, M. Beauregard, progressiste, recueillant inutilement 165 suffrages.

MM. Paul-Boncour, Larquier, Félix Chautemps, Fournol, Auriol, Pélisse, Quesnel et Balitrand étaient devenus ou redevenus secrétaires avec des majorités variant de 344 à 317 voix.

Les trois questeurs sortants, MM. Chapuis, Durand et Saumande, avaient sans combat réintégré leurs lucratives fonctions.

M. Passy proclama successivement ces résultats, puis il dépouilla sa gloire éphémère en annonçant qu'on se réunirait jeudi pour fixer l'ordre du jour et entendre le discours triomphal de M. Brisson.

André MORIZET

Les Obsèques de Tarbouriech

Les membres du groupe socialiste au Parlement sont invités à se trouver à midi, salle Lexcellent, à l'entrée du Père-Lachaise, pour assister aux obsèques du citoyen Tarbouriech, député du Jura.

L'un des secrétaires : DEJEANTE.

PARTI SOCIALISTE

Section française de l'Internationale ouvrière

COMMISSION ADMINISTRATIVE PERMANENTE

Réunion de la Commission administrative permanente, aujourd'hui mercredi 11 janvier, à 9 heures du soir, au siège, 16, rue de la Corderie.

Le Secrétaire : LOUIS DUBREUILH.

COMMISSION ADMINISTRATIVE PERMANENTE

Le Bureau invite les membres de la Commission administrative permanente à assister aux obsèques du citoyen Tarbouriech, qui auront lieu, aujourd'hui mercredi, à 1 heure, au Père-Lachaise. On se réunira à la porte principale du cimetière à midi et demi.

Le secrétaire : Louis Dubreuilh.

COMMISSION DE CONTROLE

Réunion de la Commission de contrôle, aujourd'hui mercredi 11 janvier, 16, rue de la Corderie, à 9 heures du soir.

Le secrétaire : A. BRUCKÈRE.

Le "Crime national"

Quelques Chiffres pour répondre à M. le Professeur Lacassagne. — Le Problème de la Natalité tel qu'il se pose à la Classe ouvrière.

Le « crime national » ! C'est à la restriction volontaire des naissances que le *Matin* a infligé cette dénomination un peu... mélo-dramatique. En un article indigné, M. le Professeur Lacassagne, de l'Université de Lyon, a dénoncé les résultats de « la prophylaxie anticonceptionnelle connue sous le nom de *néomalthusianisme* ». D'après le savant professeur, qui appuie de chiffres très précis ses affirmations, le nombre des naissances diminue en France à tel point qu'il est devenu inférieur au nombre des décès. Cette infécondité est voulue. « Il y a toujours des coqs gaulois, la race est prolifique, mais Français et Françaises s'entendent pour avoir peu d'enfants », dit encore M. Lacassagne.

Nous n'essaierons pas de défendre ici les matrones ignorantes et cupides qui mutilent ou blessent mortellement les pauvres jeunes femmes livrées à leurs offices. Il ne nous appartient pas non plus de rechercher si le procédé le plus efficace pour combattre l'avortement « opératoire » et ses conséquences cruelles ne consiste pas à tolérer précisément cette inoffensive « prophylaxie anticonceptionnelle » : notre camarade Victor Méric, en un spirituel article de *La Guerre Sociale*, a d'ailleurs montré combien, sur ce chapitre, les opinions des médecins sont contradictoires. Nous voudrions seulement essayer de répondre à la dernière phrase de M. le Professeur Lacassagne.

« On dirait qu'actuellement, il y a antagonisme entre l'excitation manifeste des besoins sexuels et les préoccupations d'ordre économique. »

Salaires d'Hier et d'Aujourd'hui

La vérité tient en ces deux lignes. L'observation des faits permet d'affirmer qu'une des causes principales, la cause principale, de l'abaissement des naissances dans la classe ouvrière tient *à la difficulté croissante de la vie pour les ouvriers*. Une erreur volontiers admise dans les milieux heureux est que la situation matérielle des travailleurs s'est sensiblement améliorée, que les salaires ont tous augmenté dans de généreuses proportions et que le coût de plus en plus élevé de la vie provient précisément de cette augmentation des salaires et de l'application tracassière des lois dites sociales. A-t-on assez dépensé d'esprit facile pour décrire ce « cercle vicieux » !

Il suffit de comparer entre eux quelques chiffres pour s'apercevoir que si le coût des objets nécessaires à la vie a augmenté de moitié en dix ans — quand il n'a pas doublé — les salaires n'ont pas suivi cette progression.

Voici ce que gagnaient et ce que gagnent les ouvriers parisiens de certaines corporations, prises au hasard,

	En 1900	En 1911
Cordonniers en fabrique pour dix heures de travail	4 50	5 »
	Depuis 1878	
Boulanger pour une semaine de travail de nuit	45 »	49 »
Meuniers (rhabilleurs de meules) pour un mois	120 » et nourris	150 » sans nourriture
Menuisiers, par heure	» 70	» 80 (1)
Serruriers, —	» 70	» 80 (1)
	En 1898	
Terrassiers, par heure	» 45 à » 50	» 80 (2)
Peintres, —	» 80	» 85
Sous-agents des postes, par an, (indemnité de séjour comprise)	1.300 »	1.500 »

L'augmentation moyenne des salaires fut donc égale à *un cinquième* environ (certains ont diminué, tels ceux des meuniers).

Dans le même temps, les denrées alimentaires s'élevaient aux taux suivants :

		En 1905	En 1911
Pain	les 2 kil.	70 cent.	85 cent.
Viande	Bœuf (pot-au-feu). La livre	70 cent.	95 cent.
	Veau —	1 10	1 50
Pommes de terre (qualité ordinaire), pommes rouges.	Le kil.	» 15	» 25
Lait ordinaire	Le litre	» 20	» 30
Café	Les 500 gr.	1 60	2 »
Vin rouge ordinaire.	Le litre	» 20	» 55

En disant que le coût de la vie a augmenté *de moitié*, nous demeurons au dessous de la vérité. Les causes de cette élévation du prix des denrées ? De multiples articles de journaux et de revues ; une excellente affiche du Comité confédéral de la C. G. T. « *Contre la Vie chère* » ; une autre du Parti socialiste ; la campagne de ces deux organisations ; la série d'études de Maxence Roldes, publiées ici même, ont démontré l'influence de la spéculation sur le renchérissement de la vie.

Comparons les deux chiffres : les salaires augmentent d'*un cinquième* ; les matières indispensables à l'alimentation augmentent *de moitié*. Là où cinq francs par jour suffisaient jadis à entretenir une famille de trois personnes : père, mère et enfant, cinq francs cinquante sont devenus insuffisants. M. le Professeur Lacassagne comprendra pourquoi ces affamés, en dépit de « l'intérêt national », se refusent à créer un quatrième affamé.

Mais les denrées alimentaires n'ont pas subi seules l'augmentation écrasante : les loyers ont « progressé », eux aussi. Pour trois cents francs par an, on a une chambre sous les toits et quelquefois un réduit étroit qui est la cuisine, à Paris. Pour obtenir deux pièces, il faut dépenser 450 à 500 francs. Et de plus en plus la coutume se répand, parmi les propriétaires, *de refuser les nombreuses familles*.

La Question des Loyers

Nous pourrions communiquer à M. le Professeur Lacassagne les noms et adresses d'ouvriers parisiens qui ont été expulsés de leur logis *pour l'unique raison qu'ils avaient trop d'enfants* ; les noms et adresses de ceux qui, louant un nouveau domicile, remirent au concierge l'habituel « denier à Dieu » et se virent rembourser leurs arrhes au moment de signer l'engagement :

— Le propriétaire ne veut pas de nombreux enfants dans la maison.

Les hommes que le problème de l'alimentation et du logis rend cruellement soucieux connaissent aussi celui du travail incertain : la transformation de l'outillage industriel, les crises commerciales rendent plus intenses les périodes de chômage. Dans le département de la Seine, il y a 12.000 menuisiers. Le nombre des chômeurs s'élève constamment à 3.000. Et dans les industries saisonnières ! Qui pourrait reprocher à ces hommes de procréer prudemment ?

Mais que deviennent ces enfants dont M. le Professeur Lacassagne souhaite si ardemment la naissance ? Nous essaierons de le retracer rapidement un jour prochain.

L.-M. BONNEFF.

(1) Prix de la série 1882 appliqué en 1910 après de multiples grèves.

(2) L'une des plus fortes augmentations obtenues grâce à un organisme corporatif très puissant.

Pour la Libération immédiate de DURAND

Pour la Revision de son Procès

SIXIEME LISTE

Le président de la République ayant statué par une demi-mesure qui, en écartant l'horreur d'un assassinat juridique, ne donne pourtant aucune satisfaction à la justice, nous élevons notre protestation en faveur d'un homme dont l'impartial examen des faits proclame la totale innocence *et que seules ont frappé la haine et la peur.*

Nous demandons la libération immédiate de Durand.

Nous demandons la revision de son procès.

Félicien Challaye, Paris ;
Dr A. Prenant, professeur à la Faculté de Médecine ;
Dr Gley, professeur au Collège de France ;
Ch. Andler, professeur à la Sorbonne ;
Mme Séverine, Paris ;
Léon Baylet, professeur au lycée de Bordeaux ;
Charles Marie, Dr es-sciences, Paris ;
Eugène Fournière, professeur au Conservatoire National des Arts-et-Métiers, maître de conférences à l'Ecole polytechnique ;
Michel Albisson, licencié en droit, Paris ;
Carel, instituteur, Maignelay ;
Maffre, instituteur, Armissan ;
Bourbon, instituteur, Contres ;
Lucien Febvre, professeur agrégé d'histoire au lycée de Besançon ;
Camille Guinand, instituteur, Paris ;
Mme Marguerite Rousselle, institutrice, Paris ;
Dr F. Pust, La Motte ;
E. Neveux, des Cours de la Révolution Française ;
Louis Malrieu, instituteur, Carcassonne ;
Pierre Moul, interne des hôpitaux de Paris ;
Mlle Marchand, institutrice, Angers ;
Canteau, instituteur, Angers ;
Robert, instituteur, Saumur ;
Moriceau, instituteur, Douces ;
Jeanne Fabre, institutrice, Carmaux ;
M. et Mme Abel Feutren, instituteur, La Bouille ;
Paul Lamy, instituteur, Apt ;
Pagès, instituteur, Montreuil-sous-Bois ;
Jules Bonnet, instituteur, Hyères ;
M. et Mme Aubert, instituteur, Fréteval ;
Camille Conchon, instituteur, Bourganeuf ;
A. Bourdon, instituteur, Montherlant ;
Terrade, instituteur, Caudebec-les-Elbeuf ;
Mme et Mme Bréchon, instituteur, Pont-Audemer ;
Brizemeure, instituteur, Pont-Audemer ;
Dizengremel, instituteur, Pont-Audemer ;
Niobet, instituteur, Pont-Audemer ;
Corentin, instituteur, Pont-Audemer ;

(A suivre.)

CHEZ LES OUVRIERS ÉLECTRICIENS

Le Capitalisme Meurtrier

LES CAUSES D'UN ACCIDENT MORTEL

Une enquête administrative est ouverte depuis le 24 décembre dernier pour établir les causes de l'accident mortel qui eut lieu ce jour-là, à midi quarante dans une des usines de la « Société d'éclairage et de force par l'électricité », l'usine du secteur de la Force, située à Saint-Ouen, quai de Seine, et qui occupe une cinquantaine d'ouvriers.

Le déjecteur qui reçoit et évacue toutes les boues de l'eau d'alimentation, avait explosé avec une extrême violence. Un ouvrier maçon de la maison Borderel, du nom de Durand, fut tué net dans une sorte de réduit voisin où les chauffeurs revêtent leurs habits de travail. Le malheureux fut horriblement brûlé par le flot de vapeur ardente, assommé aussi, écrasé presque par les débris de toute sorte entraînés, comme dans une trombe soudaine, par la force de l'explosion.

L'accident aurait été beaucoup plus terrible, s'il s'était produit quelques minutes auparavant, au moment où les chauffeurs se déshabillaient dans le « placard ». Il y aurait eu plusieurs morts.

Il est probable, sinon certain que les enquêteurs administratifs ne voudront saisir que les causes apparentes de l'explosion meurtrière. Ils se garderont bien de rechercher, de proche en proche, les causes véritables et d'incriminer la direction d'une société toute puissante où domine un des hauts barons de la finance et que, pour cette raison, on appelle communément le secteur Rothschild. C'est pour combler cette lacune que nous écrivons ce premier article que deux ou trois autres suivront.

Il faut que ça marche

Après la grève de deux heures des ouvriers électriciens, l'usine de Saint-Ouen, le secteur de la Force, devint une des écoles principales des sapeurs du génie qui furent chargés de remplacer, le cas échéant, les travailleurs civils en grève.

La présence de la jaunisse de l'armée fut, sans conteste, la seule cause de l'échec partiel de la grève d'octobre dernier dans cette usine. Cet échec fut profitable aux autres compagnies qui demandèrent et obtinrent pour leurs établissements une besogne de renfort.

C'est pour effectuer ce travail de solidarité capitaliste que dans l'usine de Saint-Ouen on surchargea la production du courant. On la surchargea à fond pour fournir aux autres usines toute leur quantité de production que la grève avait notablement diminuée. Et voici quelle fut la conséquence de cet effort intense et anormal de production.

La manœuvre meurtrière

La fourniture de vapeur de l'usine de Saint-Ouen est assurée par un groupe de chaudières Rosen, du type dit « à circulation d'eau ». Ces chaudières exigent un nettoyage minutieux et fréquent, à cause de l'encrassement rapide du déjecteur dont elles sont munies et qui a pour fonction, comme nous l'avons noté plus haut, de recevoir les boues de l'eau d'alimentation.

Comme il fallait produire beaucoup, sans trêve, à outrance, l'indispensable travail de nettoyage fut presque arrêté.

La grève terminée, il fallut nettoyer. On mit en batterie cinq chaudières au lieu de huit qui étaient utilisées habituellement. Comment arriver avec ce nombre restreint d'instruments de travail à produire la même somme de vapeur ?

Il y avait là fort heureusement un contremaître, du nom de B... qui avait été pendant la grève l'âme damnée du patronat. La fin justifiant pour lui les moyens, il eut l'idée *de surcharger avec des balayures de plomb et des boulons les soupapes de sûreté de ses chaudières*. A Dieu vat ! Arrive qui plante. Et les cinq chaudières ronflaient pour faire la besogne de huit.

Lisez et jugez

Ce qui devait arriver arriva. Les chaudières Rosen sont timbrées à 12 kilos par centimètre carré. Cette pression dépassée, la vapeur doit être évacuée par les soupapes de sûreté. C'est pour empêcher l'évacuation et augmenter la pression que le contremaître avait opéré son insidieuse et coupable manœuvre dont le patronat se félicitera.

Le déjecteur, obéissant à la force des choses contre laquelle le hardi saboteur avait voulu lutter, éclata en coup de foudre. Et le malheureux Durand fut brûlé et écrasé.

On saisit maintenant les causes immédiates et les causes initiales de l'accident. L'âpre et aveugle égoïsme du patronat et de ses aides est pris là, par nous, en flagrant délit.

A.-M. MAUREL.

Notre Souscription pour les Cheminots

Notre souscription pour les Cheminots atteint ce jour la somme de 46,469 fr. 65.

Source gallicalabs.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France